



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD COTE CHALONNAISE
Département de Saône et Loire

Séance du Conseil communautaire du
Mercredi 16 Décembre 2020 à 19h00
à BUXY

Président de séance : Monsieur Antonio PASCUAL
Secrétaire de Séance : Monsieur Frédéric LAURENCY

Convocation envoyée le 10 décembre 2020
Affichage le : **21 DEC. 2020**

Nombre de délégués en exercice : 53

Nombre de votants : 50

Nombre de présents : 38

Nombre de procurations : 12

Pour : 50
Contre : 0
Abstentions : 0

Délégués présents :

VENOT Gilles, REBOURGEON Christine, BLANCHARD Alois, LANOISELET Dominique, BONNET Thomas, GUILLEMIN Marie, VERJUX Didier, BORDE Corinne, RIGOTTIER Martine, DUMONTEL Cécile, MONTEGUT Jean-Luc, GORGE Jean-Noël, JANDOT Christelle, SEVE Florent, PASCUAL Antonio, GALLAND David, VOISIN Jean-Marc, MONNERET Patrick, DUPARAY Alexandre, SAVEL Stéphanie, PERRUSSON Jean-Pierre, ROBIN Pierre, D'HEILLY Pierre, DESBOIS Philippe, BORDET Didier, CANON Daniel, VOIRET Annie, LANGLOIS Michel, FOSSIER Carine, CHAUVEAU Baptiste, PINGEOT Michel, VOISIN Michel, CLERC Jean-Noël, BOIVIN Aurélie, VALETTE Edmond, MORAIN Denis, Thierry PARRET, LAURENCY Frédéric.

Délégués excusés :

PINIER Fabrice (donne pouvoir à Didier VERJUX), DAPRIE Emmanuelle (donne pouvoir à Dominique LANOISELET), GABORIT Peggy (Donne pouvoir à Edmond VALETTE), LECLERC Damien, LAGRANGE Josette (donne pouvoir à Christelle JANDOT), GUENARD Pascal (donne pouvoir à Pierre D'HEILLY), MARILLIER Florent (Donne pouvoir à Patrick MONNERET), POROT Marie-Hélène (Donne pouvoir à Pierre D'HEILLY), MERLIN Gilles (donne pouvoir à Antonio PASCUAL), LABRY Christine (donne pouvoir à Pierre ROBIN), DOUHAY Chrystèle (Donne pouvoir à CANON Daniel), GESTE James (donne pouvoir à Antonio PASCUAL), BARETELLA Antonio, Christian BLANC, JOLY Gérard (donne pouvoir à Christelle JANDOT)

Délibération n°2020-12-10 : Règlement d'intervention interne Fonds Régional des Territoires - Modification

Vu la réglementation en vigueur,

Vu le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par l'assemblée plénière du Conseil Régional,

Vu la délibération du Conseil Régional en date des 25 et 26 juin 2020 concernant les règlements d'interventions du Pacte Régional avec les Territoires pour l'économie de proximité,

Vu la délibération en date du 21 juillet 2020 du Conseil Communautaire de la CC Sud Côte Chalonnaise adoptant le Pacte Régional avec les Territoires pour l'économie de proximité.

Vu le règlement d'intervention (RI 40.12) de la Région ayant pour objet de soutenir les dépenses d'investissements des entreprises.

Vu la délibération du 18 novembre 2020 du Conseil Communautaire de la CC Sud Côte Chalonnaise adoptant le règlement d'intervention interne

Vu la délibération du 16 décembre adoptant l'Avenant n°1 modifiant la « Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autorisation d'intervention à la CC Sud Côte Chalonnaise pour le Fonds Régional des Territoires

En abondant par une enveloppe complémentaire de la Région et de l'EPCI sur les dépenses de fonctionnement des entreprises.

Le président indique qu'il est nécessaire de préciser les modalités d'intervention et d'instruction de cette aide aux dépenses de fonctionnement dans le règlement d'intervention interne



Le président propose de modifier le règlement d'application interne comme suit.

OBJET DU PRESENT REGLEMENT :

Dans le cadre du Pacte Régional avec les Territoires pour une économie de proximité de la Région Bourgogne Franche Comté, la Communauté de communes Sud Côte chalonnaise a délibéré le 18 novembre 2020 pour valider l'écriture de ce Règlement d'Application Local.

Ce dernier suit les lignes directrices du règlement d'intervention fourni par la Région, qui s'inscrit dans son partenariat avec la c.c.S.c.c. dans le cadre de la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne Franche Comté. Cette convention permet de mettre en œuvre des aides directes aux entreprises commerciales et artisanales de 0 à 10 salariés.

BENEFICIAIRES DE L'AIDE :

- Etre une PME au sens communautaire,
- Avoir un effectif compris entre 0 et 10 salariés* inclus en Equivalent Temps Plein.

**Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : un dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.*

- Avoir son siège social ou son activité sur le territoire de la c.c.S.c.c.
- Ne pas bénéficier d'une aide similaire sur un autre territoire

Sont exclues :

- les SCI,
- les entreprises en cours de liquidation,
- les professions libérales dites réglementées
- les entreprises industrielles.

OPERATIONS ELIGIBLES :

Les projets ayant pour objet de favoriser :

- La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire ;
- La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques ;
- La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux ;
- La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse ;
- L'adaptation et l'atténuation au changement climatique.

NATURE DE L'AIDE :

➤ **POUR L'INVESTISSEMENT :**

L'aide se fera sous forme d'une subvention, selon les conditions suivantes :

- Le taux d'intervention est calculé en fonction du montant des dépenses éligibles :
 - 100 % pour un montant de dépenses éligibles inférieur à 1 000 € ;
 - 70 % pour un montant de dépenses éligibles compris entre 1 000 € et 2 500 € ;
Le calcul se fera ainsi : 100% sur 1000€ additionné au 70% de la différence
 - 50 % pour un montant de dépenses éligibles supérieur à 2 500 € ;
 - Le taux des éventuelles autres aides accordées à l'entreprise pour un même projet est déduit des taux applicables ici présentés ;
- Plafonnée à 4 000 €.
- Montant minimum d'investissement : 500 €

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial, etc.) sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes.



Cette aide s'inscrit dans le régime d'aide des minimis. Pour rappel, ce régime plafonne le montant des aides publics à 200 000€ sur une période de 3 ans.

➤ **POUR LE FONCTIONNEMENT :**

L'aide se fera sous forme d'une subvention selon les conditions suivantes :

- Justifier d'une fermeture administrative depuis le 30/10/2020
- Aide limitée à la perte de Chiffre d'Affaires n'ayant pas été compensée par le Fonds de Solidarité Nationale
- Aide plafonnée à 1 500€

DEPENSES ELIGIBLES :

➤ **POUR L'INVESTISSEMENT :**

Sont éligibles les dépenses suivantes :

- Les investissements matériels immobilisables ;
- Les investissements immatériels ;
- Les charges des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.

Ne sont pas éligibles :

- Les aides à l'immobilier d'entreprise

➤ **POUR LE FONCTIONNEMENT :**

Sont éligibles les dépenses suivantes :

- Factures liées aux charges de l'entreprise

PROCEDURE DE DÉPÔT DES DEMANDES :

ETAPE 1 : Avant le démarrage du projet

L'octroi de l'aide est soumis au dépôt d'un dossier de demande d'aide, avant engagement de l'action.

Ce dossier doit comprendre les éléments suivants :

➤ **POUR L'INVESTISSEMENT :**

- Lettre de demande de subvention signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants ;
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Document descriptif et plan de financement équilibré en dépenses et en recettes de l'opération envisagée ;
- Devis informatisé, et échéancier prévisionnel de réalisation ;
- Liste des concours financiers et/ou subventions en nature en provenance de toute collectivité publique dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années (dont les aides de minimis) ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale ;

➤ **POUR LE FONCTIONNEMENT :**

- Lettre précisant le montant de l'aide signée par une personne habilitée ;
- Liste des dirigeants
- Extrait k-bis, registre du commerce, registre des métiers ou avis INSEE ;
- Bilans, compte de résultat et annexes et liasses fiscales du dernier exercice clos ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal ;
- Factures liées aux charges de l'entreprise : facture adressée à l'entreprise

- En cas d'aide du Fonds de Solidarité National : justificatif de l'aide octroyée
- Attestation sur l'honneur justifiant de la baisse du CA
- Attestation sur l'honneur précisant que le demandeur est en situation régulière à l'égard de la réglementation, notamment fiscale, sociale et environnementale ;

Le tout adressé à : Monsieur le Président de la Communauté de Communes Sud Côte Chalonnaise – 3 Impasse des Marbres – 71390 BUXY

L'octroi de l'aide n'est pas automatique et relève de la compétence exclusive du conseil communautaire, après avis du bureau.

ETAPE 2 : Accusé de réception

Si le dossier est complet, la Communauté de communes transmet au porteur de projet un accusé de réception de sa demande et lui indique s'il est éligible à l'aide sous réserve d'un avis favorable du Conseil communautaire.

L'accusé de réception vaut autorisation à engager les dépenses mais ne vaut pas octroi d'une subvention de la part de la Communauté de communes. Il ne constitue aucunement un engagement à financer l'opération.

Si le porteur de projet engage ses dépenses avant la production de l'accusé de réception, il ne peut plus prétendre à un soutien financier de la Communauté de communes.

ETAPE 3 : Instruction

Le dossier est proposé au Bureau.

La Communauté de communes se réserve la possibilité de demander au porteur de projet tout document pour apprécier la fiabilité et la viabilité du projet.

Le porteur de projet s'engage à informer la Communauté de communes de toute modification apportée à son projet et intervenue après le dépôt de son dossier.

Si le dossier est retenu, l'opération est alors proposée pour l'attribution lors de la session du Conseil communautaire qui suit.

DECISION D'ATTRIBUTION DE L'AIDE :

La décision d'attribution de l'aide ou de rejet de la demande est prise par délibération au Conseil communautaire. Cette délibération vaut engagement juridique.

La décision est notifiée par courrier au porteur de projet.

MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE :

Lorsqu'une aide est octroyée à l'entreprise :

- Une notification est envoyée au bénéficiaire de l'aide,
- La Communauté de communes peut être amenée à réaliser tout contrôle qu'elle jugera utile,
- L'aide est versée en une seule fois après la réalisation du projet, sur présentation des justificatifs (factures informatiques détaillées de l'investissement matériel, ...).

Les factures manuelles seront refusées.

Si le projet est financièrement moins élevé que prévu, le montant de la subvention est diminué proportionnellement.

Les dépenses doivent être réalisées et justifiées dans un délai d'un an à compter de la notification de l'aide à l'entreprise.

En l'absence de réalisation des dépenses dans ce délai, l'aide sera caduque et les crédits correspondants seront réaffectés à d'autres projets.



ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE DE L'AIDE :

L'entreprise bénéficiaire de l'aide s'engage :

- A respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur (fiscale, sociale, droit du travail, ...),
- A mentionner le concours financier de la c.c.S.c.c. et de la région Bourgogne France-Comté à cette opération et à apposer les logos types sur tous supports de communication,
- A maintenir son activité sur le territoire de la c.c.S.c.c. pendant 3 ans pour exercer l'activité décrite dans le préambule,

La Communauté de communes pourra communiquer, par tout biais qu'elle jugera utile, sur l'entreprise bénéficiaire et sur l'aide attribuée (site internet, bulletin d'information de la c.c.S.c.c., presse...).

DISPOSITIONS DIVERSES :

Dans le cadre où le montant d'aide des projets présentés viendrait dépasser l'enveloppe allouée, les élus de la c.c.S.c.c. se réservent le droit de classer ces projets en fonction de leur degré de réponse aux critères d'éligibilité.

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrits dans la convention votée en assemblée plénière du Conseil régional des 25 et 26 juin 2020 sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables.

L'octroi des aides prévues par ce règlement d'intervention fait l'objet d'une convention de délégation aux EPCI conformément à l'article L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

La convention qui lie la c.c.S.c.c. et la Région arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER les modifications du règlement d'intervention interne tel que présenté ci-dessus
- D'AUTORISER Monsieur le président à signer ledit règlement
- D'AUTORISER Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

FAIT ET DELIBERE LES JOURS, MOIS ET AN CI-DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Antonio PASCUAL

